

Alain Bacquet

(d'après wikipédia -nov2017)

Né au Mans le 22 septembre 1931, est un haut fonctionnaire français.

Élève et diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris où il étudie de 1949-1952, Alain Bacquet est diplômé d'études supérieures de droit public en 1953. Il est élève de Ecole nationale d'administration de 1956 à 1958, promotion dite « du Dix-huit juin », dont il sort major.

Auditeur au Conseil d'État en 1958, puis maîtres des requêtes en 1963, Alain Bacquet est conseiller juridique de l'ambassade de France en Algérie de 1962 à 1965, sous les ambassadeurs Jean-Marcel Jeanneney et son successeur Georges Gorse.

Chargé de mission à la direction de l'Aménagement foncier et de l'urbanisme (DAFU) du ministère de l'Équipement, il devient chef du service de l'urbanisme de 1967 à 1971, et œuvre à la rédaction du projet de loi d'orientation urbaine et foncière. En novembre 1971, il devient directeur de l'architecture au ministère des Affaires culturelles, jusqu'en janvier 1977. Parmi ses nombreuses responsabilités, il est chargé d'élaborer et de faire aboutir le projet de loi sur l'architecture qui sera voté en janvier 1977.

De 1980 à 1986, il est vice-président de la commission nationale des opérations immobilière et de l'architecture.

Il est nommé conseiller d'Etat le 7 juillet 1982. En avril 1983, il est président de l'Association des membres et anciens membres du Conseil d'État.

Il est directeur de cabinet du Robert Badinter, ministre de la Justice de 1983 à 1986, puis de Michel Crépeau au ministère de la Justice. Lors de son départ en 1986, il rejoint le Conseil d'État et est nommé président de la première sous-section de la section du contentieux.

Au Conseil des ministres du 18 septembre 1991, il est nommé président de la section sociale du Conseil d'État, fonction qu'il occupe jusqu'en septembre 1997. Il est président de la Cour supérieur d'arbitrage depuis mars 1996.

De juin 2002 à juin 2006, il est membre du Conseil supérieur de la magistrature, élu à cette fonction par l'assemblée générale du Conseil d'État.

De 1997 à 2005, il est président du Service social d'aide aux émigrants